

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 120

Loi modifiant la Loi de la Législature
et la Loi de l'exécutif

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. CLAUDE CHARRON

Leader parlementaire du gouvernement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le projet a pour objet de fixer à 6% le taux maximum d'augmentation de l'indemnité annuelle des membres de l'Assemblée nationale à compter du 1^{er} janvier 1979.

Il vise de plus à réduire le multiplicateur servant à calculer le montant de l'indemnité additionnelle accordée au premier ministre, aux autres membres du Conseil des ministres, au président et aux vice-présidents de l'Assemblée nationale aux députés occupant les postes de chef de l'opposition officielle, chef de parti, leader parlementaire, whip en chef et whip adjoint du gouvernement et de l'opposition officielle et aux députés nommés pour agir comme présidents de commissions élues.

L'indemnité additionnelle versée en 1978 à ces députés demeurera la même pour les années subséquentes jusqu'à ce que l'augmentation de leur indemnité annuelle de base ait pour effet, compte tenu des nouveaux multiplicateurs, de produire une indemnité additionnelle plus élevée.

Le projet prévoit, enfin, que l'allocation annuelle de \$7,000. accordée à chaque député pour frais de représentation est portée à \$7,500.

Art. 1. *L'effet de cette modification est de porter de 1.10 à .90 le multiplicateur servant à déterminer l'allocation que reçoit le président de l'Assemblée nationale et à le porter de .50 à .40 dans le cas des vice-présidents.*

Art. 2. *La modification porte le multiplicateur de .30 à .20 dans le cas de l'adjoint parlementaire.*

Art. 3. *L'effet de cette modification est de fixer à 6% le taux maximum d'augmentation de l'indemnité annuelle des membres de l'Assemblée nationale à compter du 1^{er} janvier 1979.*

Projet de loi n° 120

Loi modifiant la Loi de la Législature
et la Loi de l'exécutif

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

||**1.** L'article 48 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6), modifié par l'article 2 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 5 du chapitre 9 des lois de 1971, l'article 10 du chapitre 10 des lois de 1973 et remplacé par l'article 2 du chapitre 7 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**48.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99,

a) le président de l'Assemblée nationale reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .90;

b) chacun des vice-présidents reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .40.»||

||**2.** L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 9 des lois de 1971 et l'article 3 du chapitre 7 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**52.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, l'adjoint parlementaire reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .20.»||

3. L'article 92 de ladite loi, remplacé par l'article 3 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 32 du

Art. 4. La modification porte de 1.10 à .90 le multiplicateur dans le cas du chef de l'opposition officielle.

Art. 5. L'article 98a se lit présentement comme suit:

«~~98~~**a.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, il est accordé:

a) au député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

b) au député autre que celui visé à l'article 98, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition:

1. qui à la dernière élection générale a fait élire au moins douze députés ou

2. dont l'effectif reconnu à cette Assemblée comprend moins de douze députés mais qui, d'après le recensement officiel des votes donnés dans l'ensemble du Québec aux dernières élections générales, a obtenu vingt pour cent des votes valides donnés ou

3. qui était représenté, suivant les sous-paragraphe 1 ou 2, lors de la Législature précédente,

une indemnité égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

c) au député autre que celui visé au paragraphe *a*, qui occupe le poste de leader parlementaire d'un parti visé au paragraphe *b*, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .40;

d) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

e) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .30;

f) au député qui occupe le poste de whip d'un parti visé au paragraphe *b*,

chapitre 9 des lois de 1968, modifié par l'article 11 du chapitre 9 des lois de 1971, remplacé par l'article 5 du chapitre 7 des lois de 1974 et modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement des cinquième et sixième alinéas par le suivant:

«L'indemnité annuelle ne peut être inférieure à celle de l'année précédente. Elle ne peut toutefois lui être supérieure de plus de 6%.»

[[**4.** L'article 98 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 14 du chapitre 9 des lois de 1971 et par l'article 8 du chapitre 7 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**98.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, il est accordé au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 92 par .90. »]]

[[**5.** L'article 98a de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 15 des lois de 1966/1967, remplacé par l'article 15 du chapitre 9 des lois de 1971, modifié par l'article 14 du chapitre 10 des lois de 1973 et remplacé par l'article 9 du chapitre 7 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**98a.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, il est accordé:

a) au député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire de l'opposition officielle, une indemnité égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 92 par .35;

b) au député autre que celui visé à l'article 98, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition:

1. qui à la dernière élection générale a fait élire au moins douze députés ou

2. dont l'effectif reconnu à cette Assemblée comprend moins de douze députés mais qui, d'après le recensement officiel des votes donnés dans l'ensemble du Québec aux dernières élections générales, a obtenu vingt pour cent des votes valides donnés ou

3. qui était représenté, suivant les sous-paragraphe 1 ou 2, lors de la Législature précédente, une indemnité égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .35;

c) au député autre que celui visé au paragraphe a, qui occupe le poste de leader parlementaire d'un parti visé au para-

de whip adjoint du gouvernement, de whip adjoint de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .25. Aux fins du présent paragraphe, le gouvernement et l'opposition officielle ont droit à un nombre de whips adjoints égal aux multiples de vingt députés en sus de vingt, et un parti visé au paragraphe *b* a droit à un whip, les fractions de vingt n'étant pas comptées aux fins du présent article;

g) au député nommé pour agir comme président des commissions élues, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .15.»

Art. 6. La modification porte de \$7,000. à \$7,500. l'allocation annuelle pour frais de représentation.

Art. 7. L'article 6a se lit présentement comme suit:

«**6a.** En outre des indemnités, allocations et autres sommes et bénéfices auxquels il a droit suivant la Loi de la Législature (chap. 6),

a) le premier ministre reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.50;

b) chaque membre du Conseil exécutif mentionné au premier alinéa de l'article 4 et à l'article 5 reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.10;

c) chaque autre membre du Conseil exécutif reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.00.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour le paiement, aux membres du Conseil exécutif, d'allocations pour déplacements et pour le remboursement de frais de voyages.

graphe *b*, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .30;

d) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .35;

e) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .20;

f) au député qui occupe le poste de whip d'un parti visé au paragraphe *b*, de whip adjoint du gouvernement, de whip adjoint de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .15. Aux fins du présent paragraphe, le gouvernement et l'opposition officielle ont droit à un nombre de whips adjoints égal aux multiples de vingt députés en sus de vingt, et un parti visé au paragraphe *b* a droit à un whip, les fractions de vingt n'étant pas comptées aux fins du présent article;

g) au député nommé pour agir comme président des commissions élues, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .10.»]]

6. L'article 99 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 36 du chapitre 9 des lois de 1968, remplacé par l'article 16 du chapitre 9 des lois de 1971 et par l'article 10 du chapitre 7 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**99.** Il est accordé à chaque député une allocation annuelle de \$7,500. pour frais de représentation.»

||7. L'article 6*a* de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus 1964, chapitre 9), édicté par l'article 14 du chapitre 7 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**6*a*.** En outre des indemnités, allocations et autres sommes et bénéfices auxquels il a droit suivant la Loi de la Législature (chap. 6),

a) le premier ministre reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.30;

b) chaque membre du Conseil exécutif mentionné au premier alinéa de l'article 4 et à l'article 5 reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par .90;

Si le premier ministre occupe en même temps une des charges énumérées dans l'article 4, il n'a droit à aucune autre indemnité et allocation pour frais de représentation que celles attachées à la fonction de premier ministre.»

Art. 8. Cette disposition est nécessaire pour éviter l'effet d'abrogation qu'aurait le remplacement de l'article 98a sur le renvoi prévu dans le paragraphe a de l'article 2 du chapitre 6 des lois 1976, qui se lit comme suit:

«2. Jusqu'à la date de la dissolution de la présente Législature:

a) le paragraphe b de l'article 98a de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6) doit se lire comme si le mot «onze» y était substitué au mot «douze»;».

c) chaque autre membre du Conseil exécutif reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par .80.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour le paiement, aux membres du Conseil exécutif, d'allocations pour déplacements et pour le remboursement de frais de voyages.

Si le premier ministre occupe en même temps une des charges énumérées dans l'article 4, il n'a droit à aucune autre indemnité et allocation pour frais de représentation que celles attachées à la fonction de premier ministre.»|]

8. Jusqu'à la dissolution de la présente Législature, le paragraphe *b* de l'article 98*a* de ladite loi doit se lire comme si le mot «onze» y était substitué au mot «douze».

9. L'indemnité accordée en vertu des articles 48, 52, 98 ou 98*a* de la Loi de la Législature ou en vertu de l'article 6*a* de la Loi de l'exécutif ne peut être inférieure à celle qui a été accordée pour l'année 1978.

10. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1979.